

Conseil municipal du 19 NOVEMBRE



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

SOMMAIRE

I.	Préambule.....	p.3
II.	Environnement Economique	p.4
III.	projet de loi de finances pour 2019.....	p.7
IV.	Les principaux projets.....	p.11
V.	Les grandes orientations budgétaires pour 2019.....	p.12
VI.	Structure et gestion de la dette.....	p.23
VII.	Engagements pluriannuels d'investissement.....	p.29
VIII.	Structure et évolution des dépenses de personnel et des effectifs.....	p.30
IX.	Régime de travail.....	p.32
X.	Action sociale.....	p.35
XI.	Objectif en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement.....	p.36

I. PREAMBULE

Acte de prévision et acte politique majeur, le vote du budget annuel conditionne l'action de notre ville.

Pour les communes ainsi que pour les EPCI de 3 500 habitants, l'article L2312-1 du CGCT prévoit la tenue d'un débat au conseil municipal sur les orientations générales du budget et sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Ainsi, le Débat d'Orientation Budgétaire constitue un stade préliminaire à la procédure budgétaire, dont il représente un élément substantiel en ce qu'il apporte dans le débat public des informations précieuses sur les choix politiques opérés par l'assemblée délibérante.

Le présent rapport a été réalisé afin de servir de base aux échanges du Conseil municipal, débat qui est d'autant plus important dans un contexte spécifique au notre, lequel, est-il nécessaire de le rappeler, est caractérisé par des évolutions importantes au sein des finances communales (baisse des dotations de l'Etat sur la période 2013-2017, exonération totale de la taxe d'habitation à l'horizon 2020, nouvelle réforme de la fiscalité locale à venir, contractualisation avec l'Etat).

Ce rapport **qui doit être considéré comme un instrument de gestion financière à caractère pluriannuel**, présente tout d'abord les principaux éléments de conjoncture dans lesquels s'inscrit le projet de budget 2019, les dispositions du projet de la loi de finances pour 2019 ayant un impact pour les Collectivités locales et leurs groupements et enfin les grandes orientations budgétaires du budget principal et des budgets annexes de la Commune de Sète.

Il s'agira ainsi de présenter les dynamiques financières à venir, lesquelles retracent les principales orientations politiques, passées et à venir de notre commune, caractérisée par un service public de qualité à destination de la population sétoise, un programme d'investissement ambitieux sur les prochaines années et l'engagement de réduire la charge fiscale sur nos concitoyens.

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1 – Une reprise économique sous tension, présentant d'importantes disparités entre pays et continents

Dans le cadre d'une économie ouverte et mondialisée, l'évolution des principaux agrégats économiques des nations commerciales et productrices de matières premières constitue des variables influentes sur l'état de l'économie française. Dans cette perspective les prévisions de croissance de l'économie mondiale par le Fonds monétaire international¹ (FMI) nous apporte des éléments substantiels à la compréhension des variables exogènes influentes sur notre économie et ce, à court terme.

- Aux *États-Unis*, la croissance devrait atteindre 2,9 % en 2018 et 2,5 % en 2019. Une relance budgétaire de grande envergure, conjuguée à une demande finale privée déjà robuste réduira le taux de chômage en deçà d'un niveau observé pour la dernière fois il y a 50 ans, ce qui créera des tensions inflationnistes supplémentaires. Les importations devraient augmenter du fait de la hausse de la demande intérieure, ce qui creusera le déficit des transactions courantes et accentuera les déséquilibres mondiaux excessifs.
- Dans la *zone euro*, la croissance devrait ralentir progressivement, de 2,4 % en 2017 à 2 % en 2018 et à 1,9 % en 2019. Les prévisions de croissance pour 2018 ont été révisées à la baisse pour l'*Allemagne* et la *France*, après un fléchissement plus important que prévu au premier trimestre, et en *Italie*, où la hausse des écarts de taux souverains et le durcissement des conditions financières qui s'expliquent par l'incertitude politique récente devraient peser sur la demande intérieure. A ces éléments, s'ajoutent les fortes tensions entre l'exécutif européen et le gouvernement italien sur le montant du déficit budgétaire 2019.
- Au *Japon*, la prévision de croissance a été révisée à la hausse à 1,1 % pour 2018 après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privé. L'activité devrait se réduire en 2019 avec une projection de croissance proche des 0,9 %
- Les *pays émergents et les pays en développement d'Asie* devraient continuer d'enregistrer de solides résultats, avec une croissance de 6,5 % en 2018-19. En Chine, la croissance devrait ralentir de 6,9 % en 2017 à 6,6 % en 2018 et à 6,4 % en 2019, tandis que le durcissement de la réglementation du secteur financier prend forme et que la demande extérieure fléchit. En Inde, la croissance devrait passer de 6,7 % en 2017 à 7,3 % en 2018 et à 7,5 % en 2019, tandis que les effets de freinage exercés par l'échange de billets et la mise en place de la taxe sur les biens et services s'estompent.

Les prévisions économiques demeurent favorables à court terme, même si demeure des risques importants susceptibles de peser sur la croissance de l'économie mondiale :

- Fortes tensions commerciales entre les Etats unis et ses principaux partenaires,

¹ Perspectives de l'économie mondiale, Octobre FMI.

- *Tensions financières.* Les récentes poussées de volatilité mettent en évidence la possibilité de variations abruptes des conditions financières mondiales en raison de la réévaluation des paramètres fondamentaux et des risques par les marchés, y compris une modification des attentes concernant la politique monétaire ou les effets d'une montée des tensions commerciales, de soudaines hausses des primes de risque ou d'échéance, et d'une augmentation de l'incertitude politique,
- *Facteurs géopolitiques.* En Europe, les tentatives d'affranchissement du cadre budgétaire européen par des pays comme l'Italie ainsi que la gestion du Brexit par les autorités britanniques sont facteurs d'importantes incertitudes. Par ailleurs, les risques géopolitiques et les troubles internes pèsent sur les perspectives de plusieurs pays, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne. Enfin, de nombreux pays restent vulnérables aux coûts économiques et humanitaires des événements climatiques extrêmes et d'autres catastrophes naturelles, avec des ramifications internationales qui peuvent être considérables par le biais des flux migratoires.

2 – L'économie française bénéficierait d'une croissance modeste

Le projet de loi de finances pour 2019, second budget de la législature s'inscrit dans la continuité de la LFI pour 2018 et dans un environnement macroéconomique comparable. Ainsi, la prévision de croissance pour 2019 s'établit à 1,7 %, soit la croissance anticipée pour 2018. Le déficit public serait en deçà des 3 % pour la troisième année consécutive. Rappelons toutefois que les comptes publics et plus particulièrement ceux de l'Etat et de la sécurité sociale sont en déficit constant depuis 1974.

Les principaux indicateurs macroéconomiques :

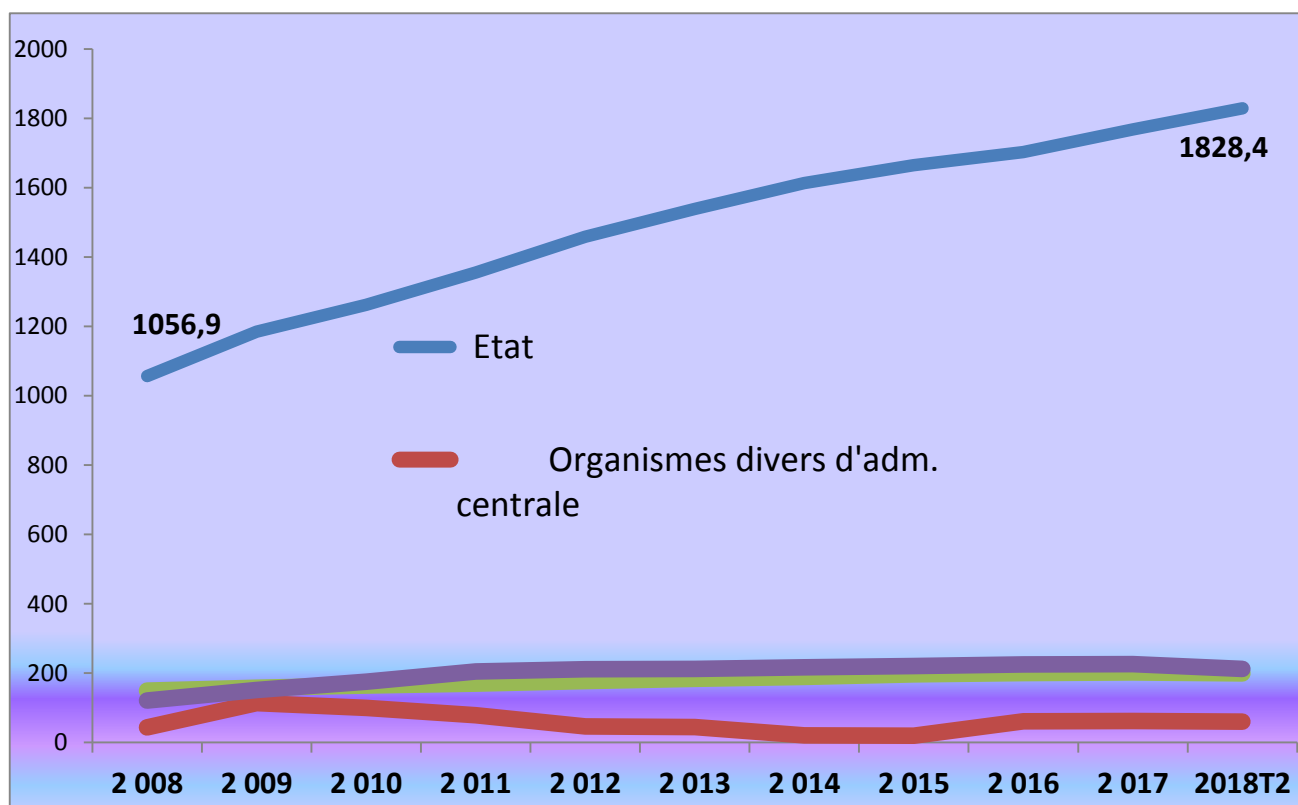
- la croissance économique se maintiendrait à hauteur de 1,7 %² en 2019, soit une tendance stable par rapport à 2018 (+ 1,7 %)³.
- la prévision de déficit public, s'établit à 2,8 % en 2019, après 2,6 % (estimé) en 2018 et 2,7% en 2016. La dette publique devrait, pour sa part, se situer à 98,6 % du PIB (98,7 % en 2018 mais 96,8 dans le PLF 2018). Le niveau d'endettement demeure ainsi fortement élevé et ce, alors même que l'Etat est amené sur les années 2020 à 2022 à reprendre une partie de la dette de la SNCF (35 MDE). Fin deuxième trimestre 2018, la dette publique se monte à 2299,8 milliards d'euros.
- l'inflation : les prix à la consommation hors tabac devrait se situer à +1,3 % en 2019 (en baisse par rapport à 2018, année pour laquelle l'inflation est estimée à ce stade à 1,6 %),
- Le chômage pour sa part devrait connaître une décrue : en effet, selon la banque de France⁴ le taux de chômage devrait atteindre 8,8 % contre 9,1 % en 2018. Fin 2020, le chômage se situerait à 8.3 % au sens du BIT soit son niveau de 2008.

² Données PLF 2019.

³ Idem.

⁴ Projections macroéconomiques septembre 2018 (Banque de France)

Evolution de la dette publique sur la période 2008-2018⁵ (en milliards d'euros)



⁵ INSEE « INFORMATIONS RAPIDES » n° 258 du 29/09/2018

III. PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

Le projet de loi de finances pour 2019 s'inscrit dans la continuité des projets précédents, n'apportant que peu de dispositions nouvelles pour les collectivités territoriales et leurs groupements. S'agissant de la taxe d'habitation et des modalités de sa compensation entre l'Etat et les collectivités (dégrèvements, transformations en dotation, exonération totale en 2020) le PLF 2019 ne permet pas d'enlever les doutes et incertitudes laissant manifestement à une loi dédiée sous l'impulsion des propositions de la mission Richard-Bur le soin de lever les nombreuses questions soulevées par les associations d'élus sur la question plus générale de la réforme fiscale à venir.

Principales dispositions intéressant les Communes et leurs groupements :

Art. 7 : Aménagement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Cet article a pour objet de favoriser la mise en place de la part incitative de la TEOM notamment en diminuant de 8 % à 3 % les frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement et de non-valeurs (ci-après « frais de gestion ») à la charge des contribuables, au titre des cinq premières années (suite amendement au cours de la 1^{er} discussion à l'assemblée nationale) au cours desquelles est mise en œuvre la part incitative.

Art. : Suppression des taxes à faible rendement

Liste des taxes supprimées dans le cadre du PLF 2019	
Secteur concerné	Taxes
Industries Culturelles	Taxes sur l'Edition des ouvrages de librairie et sur les appareils de reproduction
Secteur agricole	Taxe sur l'ajout de sucre à la vendange
	Taxe sur les bois et plants de vigne perçue au profit de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer
	Taxe affectée à l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer due par les exploitants agricoles producteurs de céréales
	Taxe portant sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre livrés ou mis en oeuvre en vue de la consommation humaine
	Taxe sur les produits de la pêche maritime instituée au profit de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer
Secteur des Transports	Taxe affectée à la chambre nationale de la batellerie artisanale
	Taxe hydraulique affectée à l'opérateur Voies navigables de France
	Taxe pour frais de contrôle sur les activités de transports publics routiers de personnes perçue au profit de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières
Les jeux	Suppression du prélèvement sur les numéros surtaxés pour les jeux et concours radiodiffusés et télévisés
	Suppression du droit fixe du par les opérateurs de jeux ou de paris en ligne
Le tourisme	Suppression du droit d'immatriculation des opérateurs et agences de voyages
L'Artisanat	Suppression de la contribution aux poinçonnages et essai des métaux précieux
Télécommunications	Suppression de la contribution additionnelle à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
Commerce	La taxe sur les contrats d'échange sur défaut d'un État
Immobilier	Taxe assise sur les résidences mobiles terrestres

A ce stade de la première phase de discussion parlementaire, 3 nouvelles taxes sont supprimées par les députés :

- La taxe sur les friches commerciales,
- La taxe sur la recherche d'hydrocarbure liquide ou gazeux,
- La taxe sur la recherche de sites géothermiques à haute température.

Art. 23 : Fixation pour 2019 de la dotation globale de fonctionnement et des variables d'ajustement

Le présent article fixe, d'une part, le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi que le niveau des variables d'ajustement pour 2019 et, d'autre part, modifie le montant de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) à verser aux établissements publics de coopération intercommunale au titre de 2018.

Conformément aux engagements pris par le Président de la République à l'occasion de la conférence nationale des territoires, le montant de la DGF sur l'exercice 2019 est stabilisé. Rappelons toutefois que la contrepartie de cette stabilisation est l'engagement par les plus grosses collectivités dont la Commune de Sète de maîtriser leurs dépenses de fonctionnement sous le seuil des 1,2 % au travers d'un dispositif de contractualisation. **Rappelons que la Ville de Sète bénéficie d'un seuil de 1,35 %, eu égard notamment à la baisse des dépenses réelles de fonctionnement sur la période 2014-2016 qui a permis de revaloriser de 0,15 points cette barrière financière.**

Enfin les modalités de minoration des variables d'ajustement ne s'effectueraient plus uniformément par l'application d'un coefficient unique mais au prorata des recettes réelles de fonctionnement. L'impact pour la commune n'est, à ce stade, pas évalué, faute de données disponibles.

Art. 25 : Modernisation du mécanisme de compensation de perte des ressources issues de la CET et création d'un fonds de compensation horizontal pour l'accompagnement à la fermeture des centrales nucléaires et thermiques et des industries thermiques carbonées

Avec la fermeture prochaine de la centrale nucléaire de Fessenheim et la perte importante de recettes fiscales induites par le processus progressif de fermeture des centrales devenues obsolètes, l'Etat met en place des mesures d'accompagnement à l'aide de trois mesures distinctes :

- modernisation du mécanisme existant de perte de bases de contribution économique territoriale (CET),
- création d'un mécanisme analogue de perte de bases d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER)
- la création d'un fonds de compensation horizontale entre les communes et les EPCI bénéficiant du produit de l'IFER nucléaire et thermique.

Les deux premières mesures sont prises en charge financièrement par l'Etat. La troisième mesure est prise en charge financièrement par les communes et les EPCI. Cette recette étant perçue par Sète agglomération méditerranéenne, cette mesure n'aura pas d'impact pour la commune.

Art. 28 : Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales

Le présent article évalue les prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales en 2019 pour un montant de 40,5 Md€

Intitulé du prélèvement	Montant (en euros)
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	26 953 048 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	11 028 000
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	73 500 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	5 648 866 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	2 199 548 000
Dotation élu local	65 006 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	40 976 000
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	491 877 000
Dotation départementale d'équipement des collèges	326 317 000
Dotation régionale d'équipement scolaire	661 186 000
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	2 686 000
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	2 976 964 000
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	499 683 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000 000
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000 000
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822 000
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	284 278 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	90 575 000
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000 000
Total	40 470 360 000

Art. 56 : Aménagement des règles relatives à l'évolution des locaux professionnels

Les locaux destinés à une activité économique sont classés en locaux professionnels ou industriels. Leur méthode d'évaluation étant différente et l'assiette fiscale en découlant présentant des différences notables, le présent article légalise la définition des établissements industriels au sens foncier dégagée par la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Par ailleurs, des 2019, lorsque la valeur locative d'un local industriel ou professionnel évolue de plus de 30 % consécutivement à un changement d'affectation ou à un changement de méthode d'évaluation, le montant de cette variation sera pris en compte progressivement, sur une période de trois ans, à hauteur de 25 % la première année, 50 % la deuxième année et 75 % la troisième année. Cette mesure permettra d'accompagner les entreprises qui poursuivent leur développement économique en lissant dans le temps les effets résultant, en matière de fiscalité directe locale, de la hausse de la valeur locative. Elle permettra également, en cas de baisse des valeurs locatives, de lisser dans le temps la baisse des ressources des collectivités territoriales.

Précisons que cette disposition va dans le bon sens, eu égard notamment à la possibilité offerte de réduire les effets d'aubaine consécutifs à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels, notamment dans les situations où les entreprises « gagnantes de la réforme » peuvent, par simple extension physique de leur local, neutraliser les mécanismes de lissage dans le temps de la réduction de la valeur de leurs locaux.

Art. 59 : réduction du taux de TVA à 5,5 % sur certaines prestations de gestion des déchets

Le présent article a pour objet de diminuer les coûts des collectivités locales qui développent la prévention et la valorisation des déchets dont elles ont la charge dans le cadre du service public de gestion des déchets en réduisant la TVA qu'elles acquittent ou qu'elles supportent indirectement pour ces prestations.

Le taux de 10 % de la TVA continuera à s'appliquer aux autres prestations effectuées dans le cadre du service public de gestion des déchets.

Art. 79 : réforme de la dotation d'intercommunalité

Le présent article prévoit plusieurs évolutions des modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des EPCI et des départements. Il comprend, en particulier, une réforme de la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre (1,5 Md€ en 2018), dont l'architecture actuelle fait l'objet de nombreuses critiques.

Selon les premières projections réalisées, les communautés de communes à fiscalité additionnelle bénéficieraient de la réforme (fin notamment de la bonification de dotation pour les Cc à FPU). Pour les agglomérations, le bilan est, à ce stade mitigé puisqu'en l'état 89 des 222 CA (communauté d'agglomération) seraient susceptibles de subir une baisse de leur dotation. Précisons qu'une garantie de 5 € par habitant est proposée dans le texte.

Art. 80 : décalage de l'automatisation du FCTVA

Le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est une dotation versée par l'Etat aux collectivités territoriales et à leurs groupements destinée à assurer une compensation de la charge de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qu'ils supportent sur leurs dépenses d'investissement. Prévue pour entrer en vigueur au 1er janvier 2019 et compte tenu de la complexité technique que recouvre la mise en œuvre d'une telle réforme, il apparaît nécessaire de décaler son entrée en vigueur d'une année.

Article 81 : soutien à l'investissement local

Le PLF 2019 reconduirait les principaux dispositifs de soutien à l'investissement local (DSIL et DTER), soit respectivement 615 m€ et 1,046 Md€. Précisons que la Commune n'est pas éligible à la DTER.

IV. Les principaux projets portés par la Commune de Sète

Dans le cadre de l'opération Action Cœur de Ville

Lancement des travaux de rénovation de l'Ecole des Beaux-Arts
Piétonisation de la rue Alsace-Lorraine
Fin de l'aménagement du site St-Pierre
Poursuite des travaux d'aménagement du Parc Simone Veil
Réaménagement de la rue des 3 Journées (sous l'église St Louis)
Lancement de l'opération d'aménagement de la place Stalingrad et de ses abords
Réaménagement de la rue Révolution.

Dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain de l'île de THAU

Démolition du centre social Gabino pour permettre la construction du nouveau centre commercial de l'île de THAU
Construction de la salle de sports multi-activités sur le site de l'ancien bowling du Barrou
Construction d'une salle polyvalente dans l'enceinte du stade Llense (en remplacement de la salle Gabino)
Lancement du projet de rénovation et d'extension de l'Ecole Anatole France
Lancement du projet de désenclavement de l'île de THAU avec la création d'un nouveau pont.

Travaux aménagements

Fin de l'aménagement de la Corniche de Neuburg
Poursuite du programme pluriannuel de rénovation des voiries (rues Hoche, Proudhon, Peupliers, Mésanges, Chardonnerets, Cambons, Cormorans, Coccinelle et Anglore, Bd Chevalier de Clerville et échangeur Marsault)
Construction d'un pont sur le canal de la Peyrade à hauteur du nouveau conservatoire et aménagement du quai des Moulins
Aménagement du dernier tronçon de la rue Jean Vilar
1ère phase du réaménagement de l'avenue des Pierres Blanches
Réaménagement du carrefour Pont Sadi Carnot et de l'avenue de Verdun avec la création d'un giratoire et aménagement du parvis de l'opération Mélody
Renouvellement de l'ensemble des bornes escamotables avec mise en place d'un système de lecture de plaques minéralogiques
Création d'une voie verte Nord (entre la Plagette et le Pont Levis).

Ecoles

Entretien et rénovation des écoles.

Développement des infrastructures sportives

Rénovation du revêtement synthétique du terrain de football, de la piste d'athlétisme et des terrains de basket du Lido
Rénovation de 2 terrains de tennis au Barrou.

Renforcement des services à la population

Extension de la vidéo-surveillance et mise en place de la SMART CITY (gestion centralisée des feux tricolores, jalonnement dynamique des parkings, mise en place de bornes WIFI, ...).

V. GRANDES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2019

A. BUDGET principal de Sète

Contexte :

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5 points à horizon 2022, l'article 13 de la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1,2 % par an. Elle prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2,6 Md€. Le gouvernement entend ainsi limiter à 1,2 % annuel l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement pour certaines collectivités et EPCI dont les dépenses de fonctionnement 2016 sont supérieures à 60 M€.

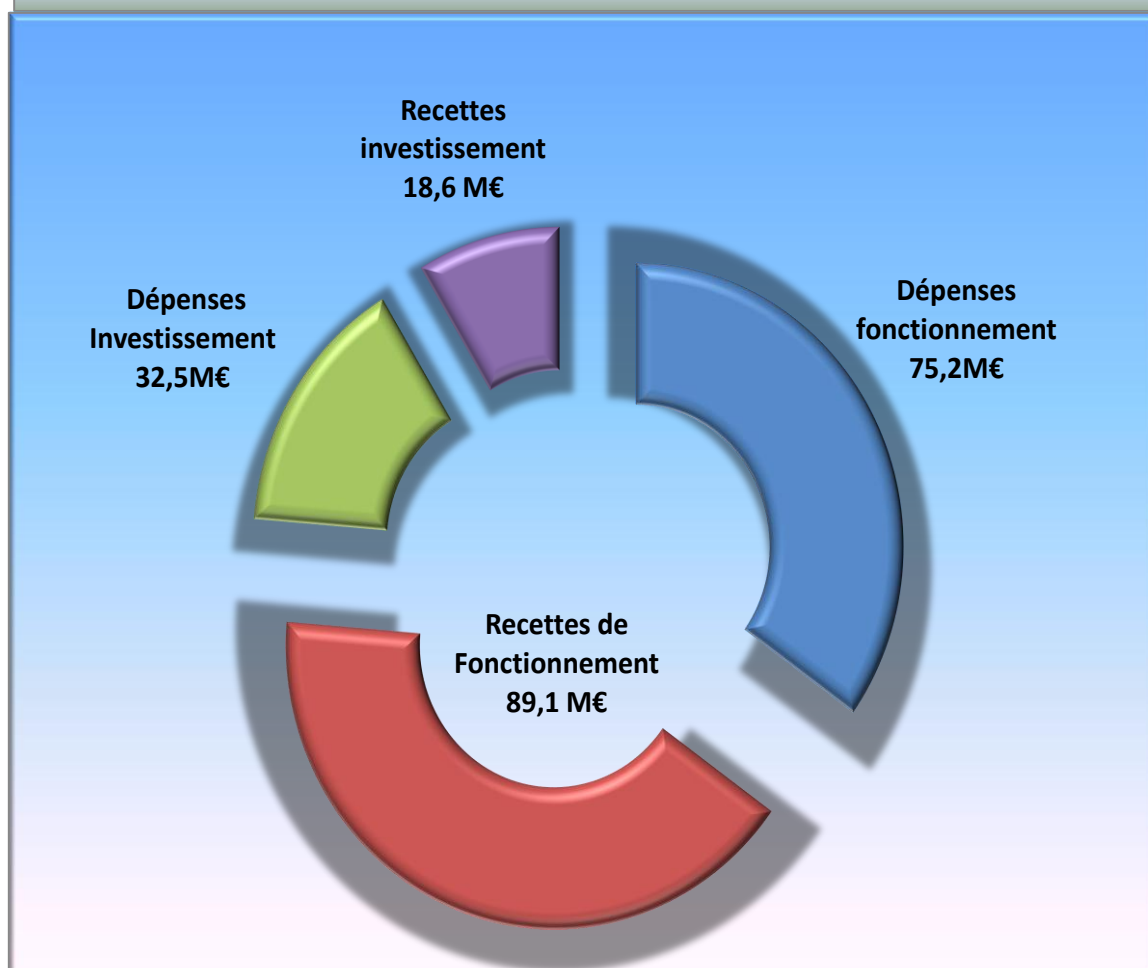
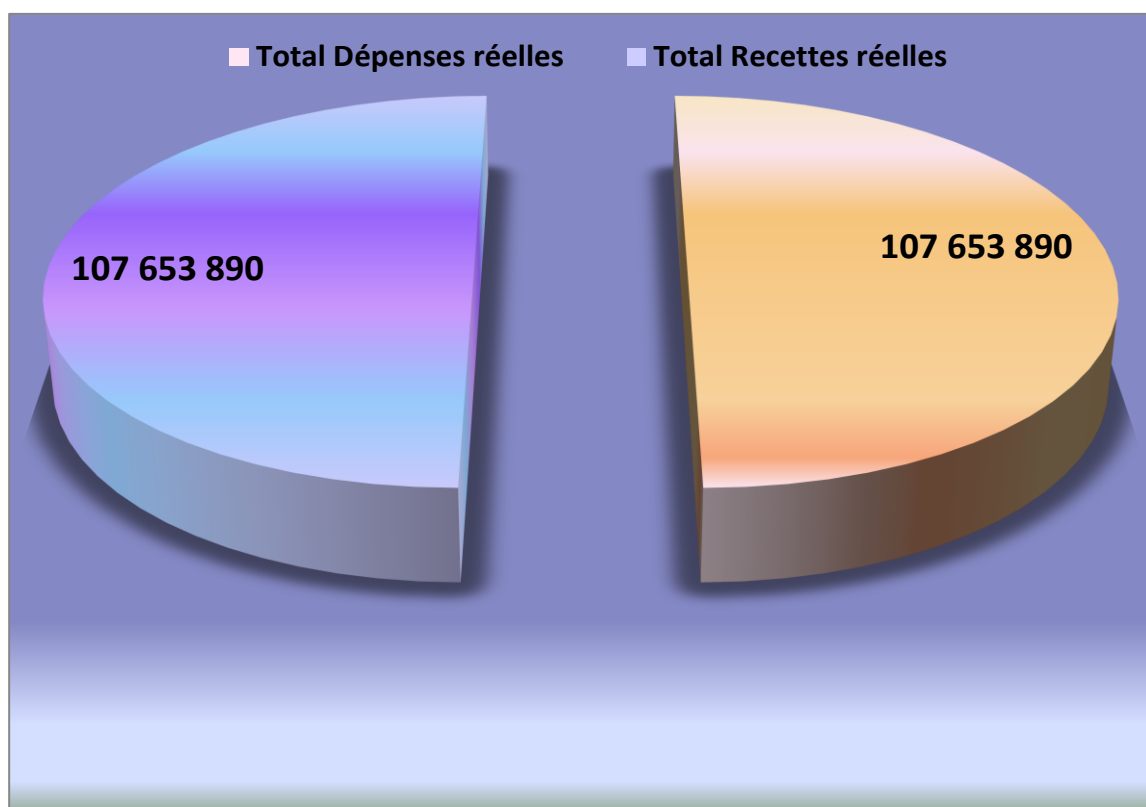
Il est à noter que ce mécanisme est incitatif et non plus automatique comme précédemment : le malus n'est mis en œuvre que pour tout dépassement du seuil des 1,2 %. La reprise financière qui en résulte est égal à 75 % de l'écart constaté entre le montant contractualisé et l'écart constaté dans la limite des 2 % des recettes réelles de fonctionnement de l'année N. Pour exemple en 2018, la pénalité maximum susceptible d'être opérée sur la DGF de la Commune est évaluée à 1,6 M€.

Les conditions d'éligibilité étant réunies pour la commune de Sète, celle-ci a, par délibération en date du 11 juin 2018, acté le principe de cette contractualisation, étant précisé que les importants efforts de gestion réalisés entre 2014 et 2016 l'a rendu éligible à un relèvement du seuil de 0,15 points, soit un seuil d'évolution maximum des dépenses réelles de fonctionnement de + 1,35 %.

Autre élément majeur en 2018, le choix engagé par la Commune de réduire le taux de la taxe sur le foncier bâti de 4,32 % aux fins de réduction de la charge fiscale pesant sur le contribuable avec, pour effet concomitant, de réduire les recettes attendues de 1,25 M€.

L'élaboration du budget 2019 s'inscrit dans la continuité des choix fiscaux 2018, lesquels ont pour effet de réduire de 5 % le taux applicable à la taxe sur le foncier bâti en 2019 tout en respectant les engagements pris envers l'Etat de maintenir l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à +1,35 %.

Les grandes Masses budgétaires 2019 (opérations réelles)



Principales hypothèses retenues pour l'élaboration du budget 2019

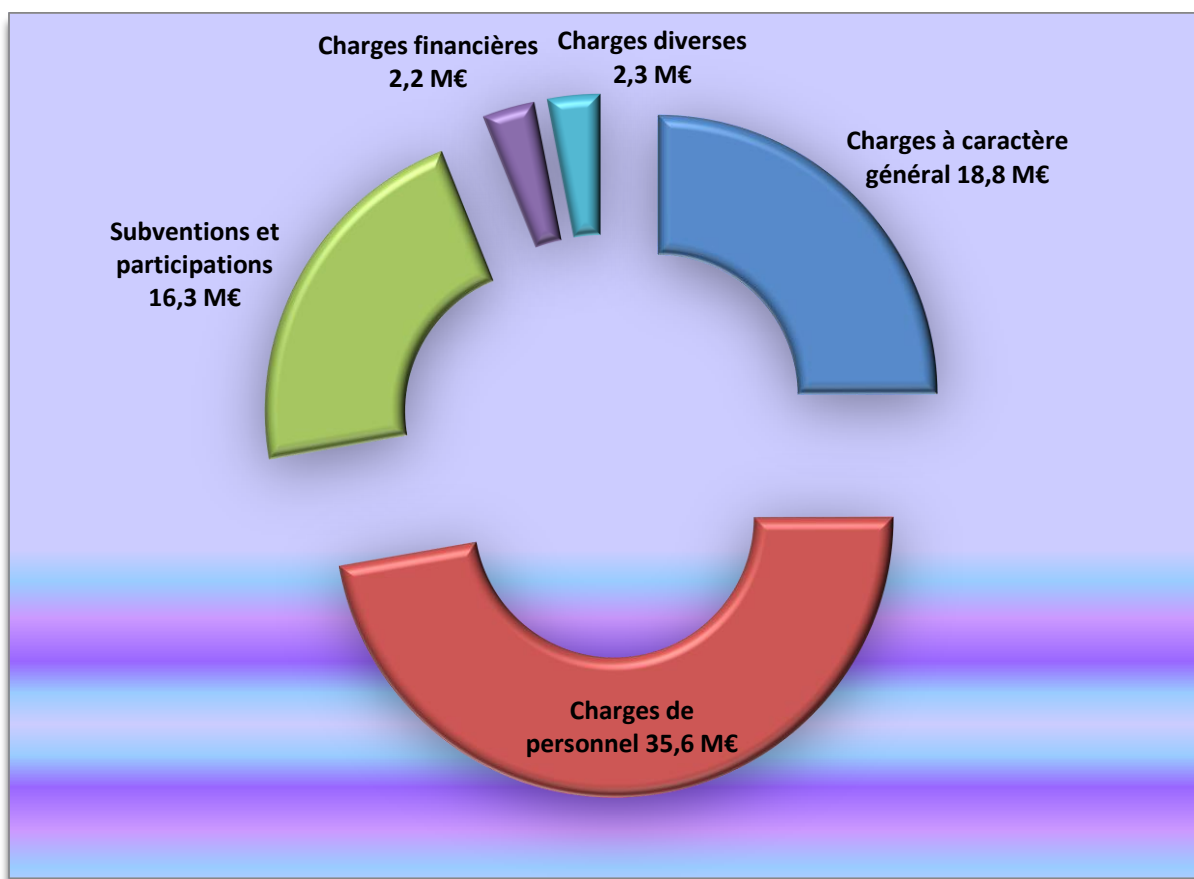
A. Section de fonctionnement

L'évolution des dépenses de fonctionnement est évaluée à 1,60 % en 2019. Retraitée des chapitres 013 et 014 (atténuation de produits et atténuation de charges) l'évolution est égale à 1,35 % soit le niveau d'évolution contractualisé avec l'Etat. Précisons que cette évolution maîtrisée des dépenses s'effectue à service constant auprès de la population.

Par ailleurs, le taux applicable à la taxe sur le foncier bâti devrait baisser de 5 %, soit la seconde année consécutive de baisse de la fiscalité directe locale pour les Sétôis.

Dépenses réelles de Fonctionnement (75,2 M€) :

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement



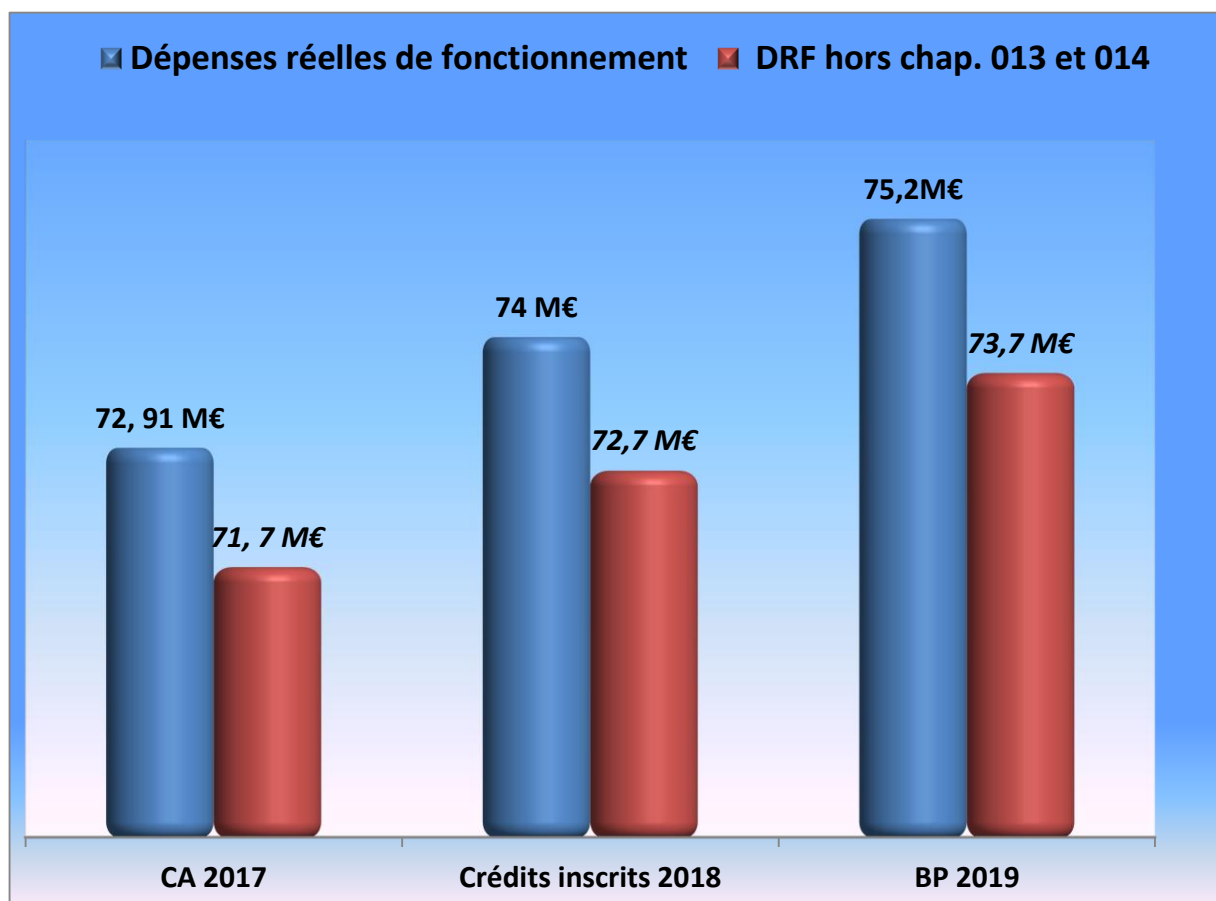
Les charges à caractère général devraient évoluer de +7,88 % par rapport aux autorisations budgétaires 2018, évolution s'expliquant principalement par l'externalisation du nettoyage du centre-ville. Précisons qu'en contrepartie, les charges de personnel diminuent sous l'effet du transfert de personnel auprès du délégataire.

Les charges de personnel, pour leur part, devraient baisser de -4,46 % sous l'effet d'un nombre de départs en retraite plus important que prévu, de la diminution des effectifs suite au

transfert des centres sociaux et du service politique de la ville et, enfin, par le détachement des agents du nettoyage.

Les autres charges de gestion courante, notamment les subventions et participations augmentent de 3,93 %. Cette hausse s'explique principalement par la hausse de la subvention versée au CCAS, contrepartie du transfert des centres sociaux à cette structure.

Evolution 2017-2019 des dépenses réelles de fonctionnement



Recettes réelles de Fonctionnement (89,1 M€) :

Le projet de loi de finances 2019 tel qu'il est rédigé s'inscrit dans la continuité de la LFI 2018 et se caractérise par :

- Une pause dans la contribution des collectivités locales à la réduction du déficit public,
- La continuité de la mise en œuvre progressive de l'exonération de la taxe d'habitation pour près de 80 % des assujettis. A ce titre 3,8 Md€ sont budgétés sous la forme de dégrèvement,
- Une réforme de la dotation d'intercommunalité pour les EPCI dont l'impact pour les agglomérations est à ce stade variable,

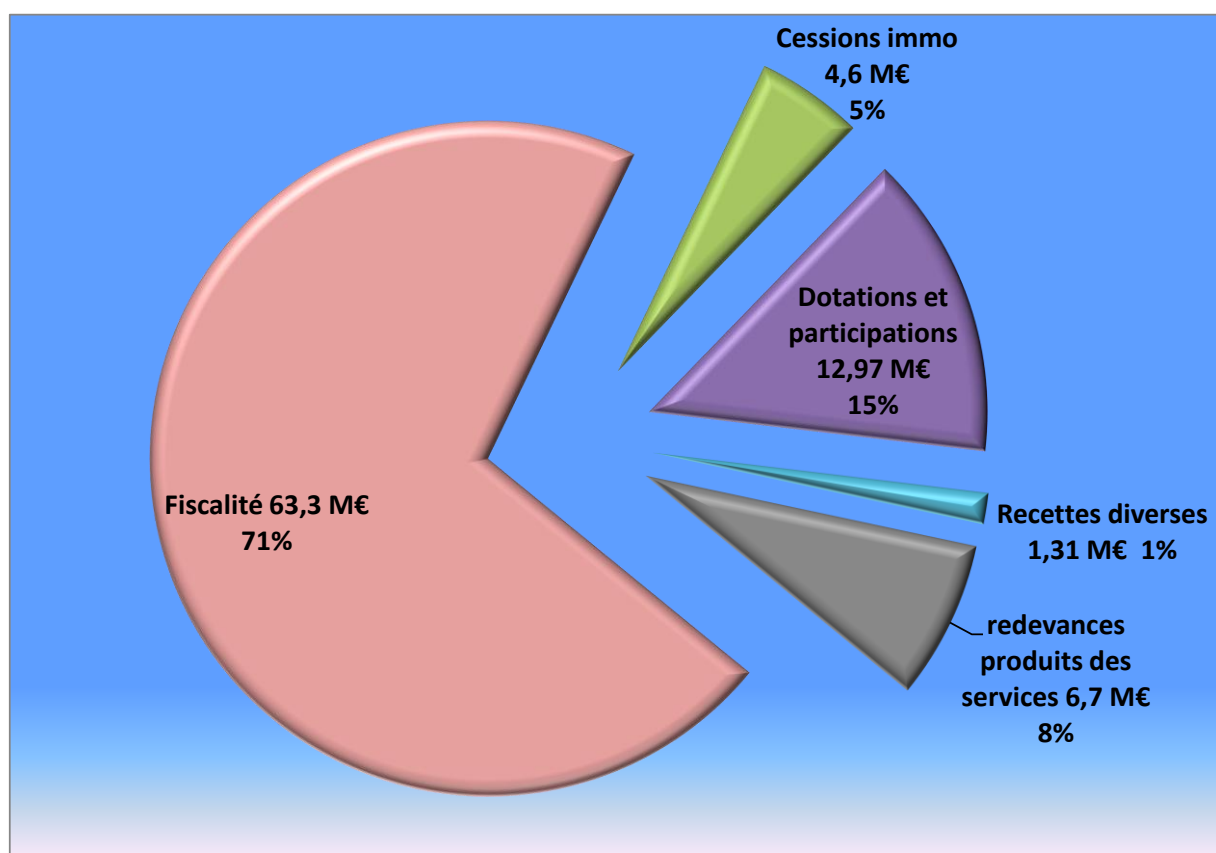
Ainsi :

- La Dotation Globale de Fonctionnement attribuée par l'Etat devrait demeurer constante en 2019, la commune respectant le seuil des 1,35 % sur 2018 (la pénalité s'applique à la DGF en N+1 et les inscriptions budgétaires respectent le plafond contractualisé),
- Fiscalité directe : le taux de la taxe sur le foncier bâti baissera de 5 %, portant ainsi les taux des trois taxes directes locales perçues par la Commune à :

Fiscalité directe	Taux 2017	Taux 2018	Evolution 2017-2018	Taux 2019	Evolution 2018-2019
<i>taxe d'habitation</i>	31,61%	31,61%	0,0%	31,61%	0,0%
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	46,33%	44,33%	-4,3%	42,12%	-5,0%
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	66,48%	66,48%	0,0%	66,48%	0,0%

- Le FPIC devrait demeurer stable eu égard aux dispositions prévues au PLF,
- Les tarifs des services sont revalorisés à hauteur de 2 %,
- Les allocations compensatrices devraient demeurer stables.

Répartition des recettes de fonctionnement 2019 (dont cessions)

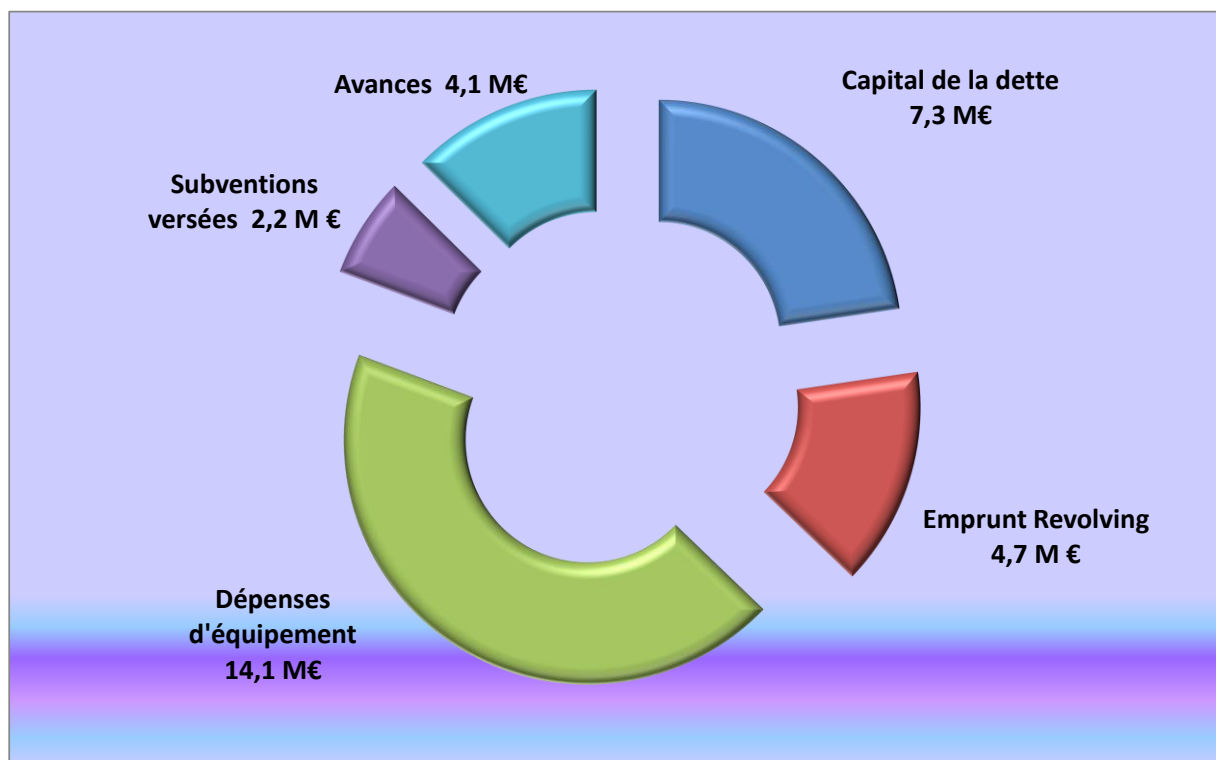


B. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement (32.5 M€)

La commune poursuit en 2019 son programme d'investissement avec comme principaux projets, l'opération **Action Cœur de Ville**, le **renouvellement Urbain de l'Île de THAU**, les **travaux d'aménagements** (corniche de Neuburg, création d'un pont à hauteur du nouveau Conservatoire intercommunal de musique et d'arts dramatiques etc.), les **travaux sur les écoles**, le **développement des infrastructures sportives** et le **renforcement des services à la population**.

Répartition 2019 des dépenses réelles d'investissement

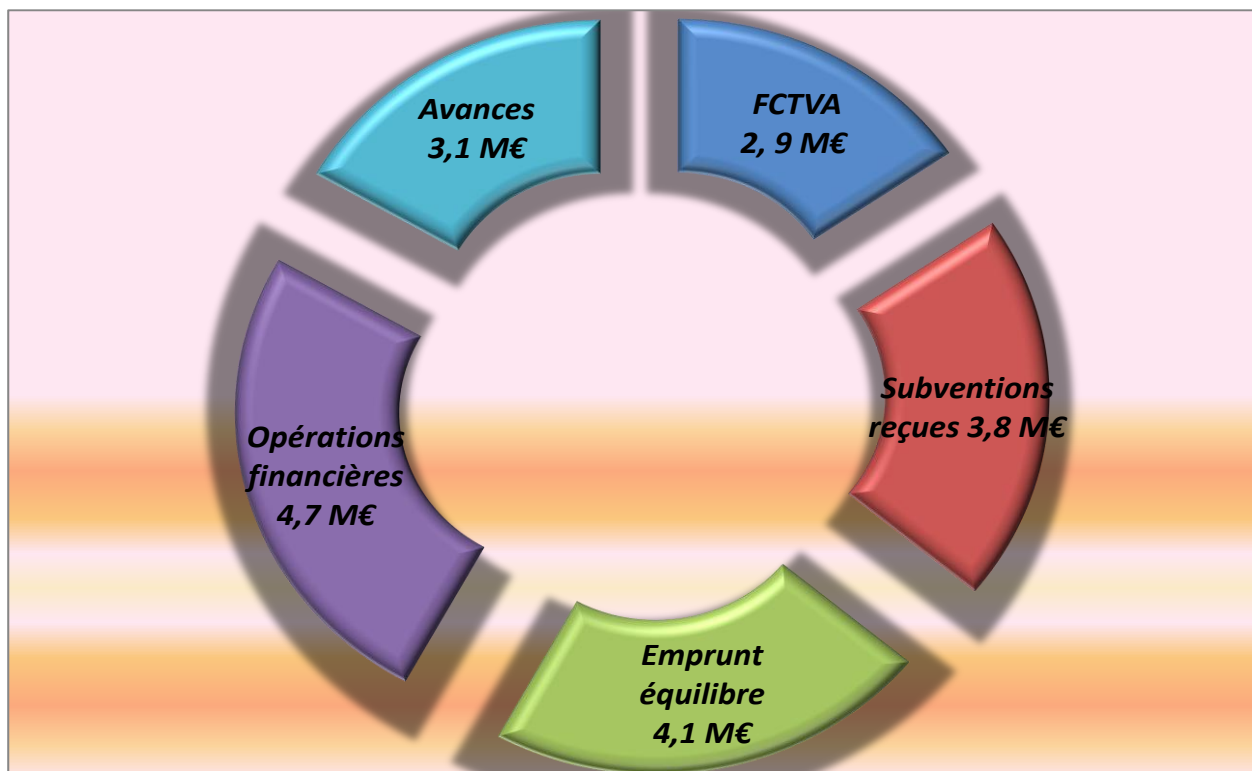


Les dépenses d'équipement constitueront en 2019 le principal poste de dépenses au sein de la section d'investissement, suivi du remboursement du capital de la dette, des emprunts revolving, des avances et des subventions versées.

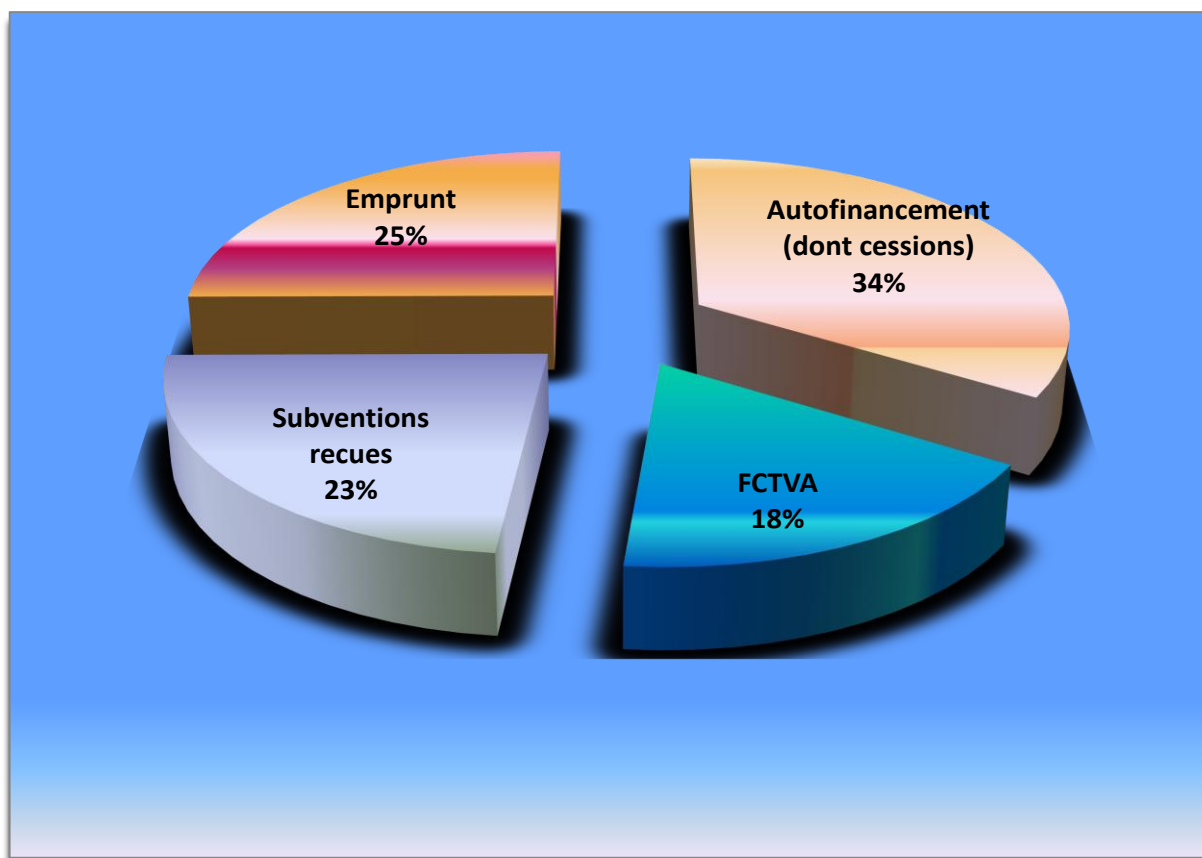
Les recettes d'investissement (18,6 M€)

Les principales recettes d'investissement seront constituées en 2019 par l'autofinancement, l'emprunt d'équilibre, lequel représente l'emprunt théorique nécessaire à l'équilibre du budget dans l'hypothèse d'un taux de réalisation des dépenses et des réelles de 100 % toutes sections confondues ainsi que par les subventions à percevoir et le fonds de compensation de la TVA.

Répartition des recettes d'investissement (hors autofinancement) en 2019

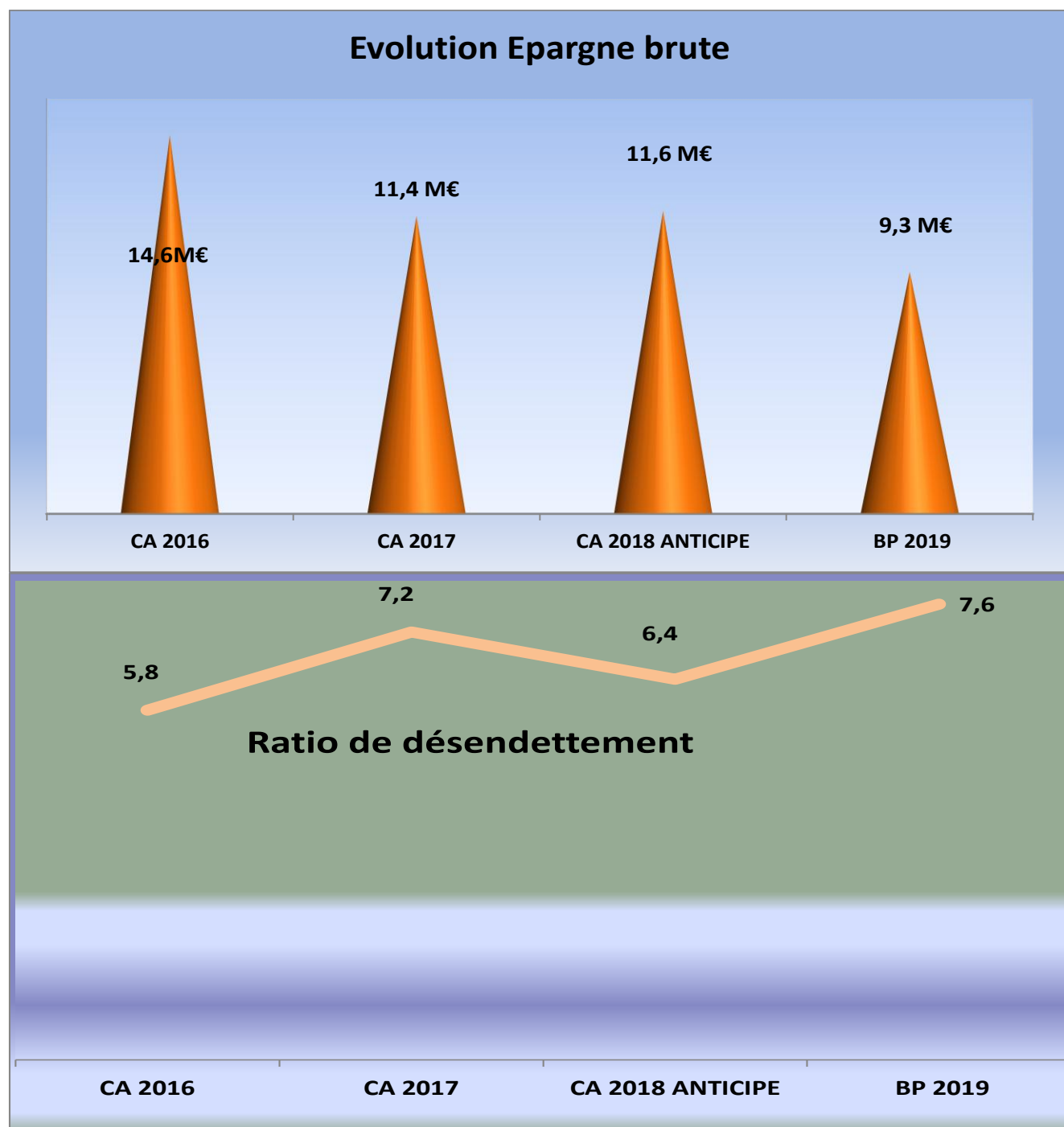


Financement des dépenses d'équipements



C. Les principaux indicateurs financiers

Dans un souci de cohérence, il est précisé que les principaux indicateurs reprennent le périmètre budgétaire de la Direction générale des finances publiques, laquelle déduit les dépenses et des recettes les chapitres 014 et 013 (atténuation de charges⁶ et atténuations de produits) ainsi que les cessions immobilières, considérés comme des recettes non structurelles.



⁶ Les atténuations de charges et de produits correspondent à des flux financiers pour le compte de tiers qu'il s'agit de neutraliser afin de bien identifier la situation financière structurelle de la collectivité. .

La lecture des principaux indicateurs financiers mettent en perspective la bonne santé financière de la Commune qui dispose d'un autofinancement suffisant pour couvrir le remboursement du capital de la dette et pour financer une part de l'investissement ainsi que d'une capacité de désendettement de 7,6 années⁷.

D. Les budgets annexes :

- Budget annexe eau a pour objet d'assurer la bonne distribution de l'eau potable.

Les dépenses de fonctionnement (opérations réelles et ordres) sont estimées à 2 546 773 €, en légère augmentation par rapport à 2018. Avec un volume vendu estimé à 3 900 000 m³, les recettes de fonctionnement (2,2 M€) devraient être en constantes par rapport à 2018, condition nécessaire à la poursuite des investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité du service.

Les dépenses d'investissement en 2019 estimées à 3 805 199 € concerneront essentiellement le remboursement du capital de la dette et le renouvellement des conduites de distribution de l'eau.

- Le Budget Annexe Port des Quilles a pour objet le fonctionnement du port de plaisance s'y rapportant.

Sur une masse budgétaire d'environ 440 K€, la section de fonctionnement représentera environ 70% de cet ensemble, avec pour changement notable une hausse des charges de personnel motivée par l'affectation d'un second agent sur ce service, hausse qui devrait être contrebalancée par une maîtrise des charges à caractère général.

Concernant la section d'investissement, les opérations d'équipement porteront principalement sur la fourniture et la pose de nouvelles bornes d'alimentation en eau et électricité, ainsi que sur le renouvellement des structures des pontons.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement devrait permettre de couvrir le remboursement du capital de la dette.

Le niveau des équipements à financer à hauteur de 100 K€ devrait néanmoins générer un recours à l'emprunt nouveau à hauteur d'environ 58 K€.

- Budget annexe des Centres de formation :

En 2019 le budget annexe des Centres de formation regroupe le Centre de formation des apprentis et le Centre de formation professionnelle. Le Centre de Formation des Apprentis est un établissement de formation professionnelle par alternance, investi d'une mission de service public. La formation professionnelle, quant à elle, a pour missions complémentaires, d'accompagner le maintien dans l'emploi et l'acquisition de compétences mais aussi d'insérer sur le marché du travail ceux qui ne sont pas en emploi.

Le projet de budget 2019 s'équilibre en masse budgétaire à environ 1 920 K€ sur laquelle la section de fonctionnement représente 97 % soit environ 1 880 K€. Les autorisations budgétaires relatives à la section d'investissement s'élèverait à un montant de 40 K€ et ont pour objet de couvrir les besoins d'acquisition de matériel et mobilier pour le Centre de formation des apprentis.

⁷ Rappelons que le seuil d'alerte est fixé à 12 années.

- Le Budget Annexe Pompes Funèbres porte sur le fonctionnement de la partie service des pompes funèbres proposé par le Complexe Funéraire. Sur une masse budgétaire d'environ 2 050 K€, la section de fonctionnement représentera environ 70% de cet ensemble. Considérant la section d'investissement, les opérations d'équipement porteront sur le logiciel de facturation on-line, le réaménagement de l'espace commercial, la restructuration partielle du bâtiment ou encore l'acquisition de matériel audiovisuel pour l'équipement des salons.

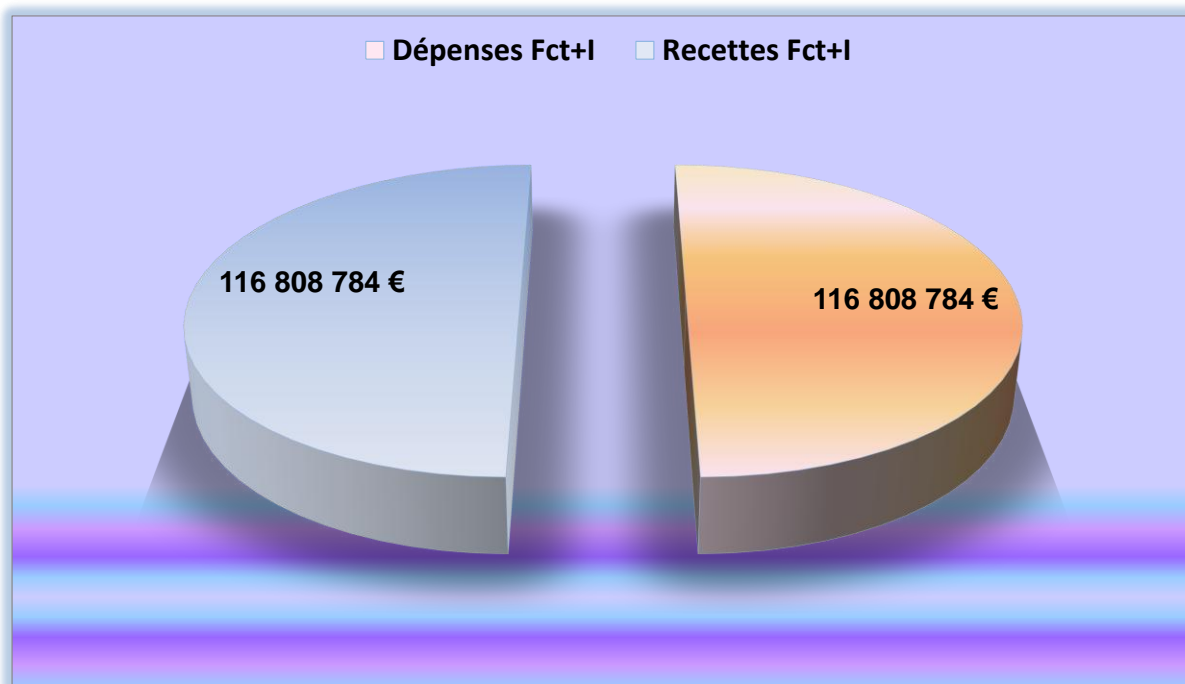
L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement permettra de couvrir le remboursement en capital de la dette. Enfin, les dépenses d'équipement devraient générer un recours à l'emprunt nouveau à hauteur d'environ 200 K€.

- Le Budget Annexe Crématorium porte sur le fonctionnement de la partie service de crémation proposé par le Complexe Funéraire, et se marque par son lien étroit avec le Budget Annexe des Pompes Funèbres.

Sur une masse budgétaire d'environ 2 030 K€, en légère hausse par rapport au BP 2018, la section de fonctionnement représentera environ 60% de cet ensemble. Considérant la section d'investissement, les opérations d'équipement porteront pour l'essentiel sur les travaux de construction d'un nouveau système de crémation, sur des travaux connexes de restructuration du bâtiment, mais également sur des études complémentaires avant implantation du système de filtration.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement devrait permettre de couvrir le remboursement du capital de la dette et de financer en partie les dépenses d'équipement. Le niveau d'investissement envisagé devrait néanmoins générer un recours à l'emprunt nouveau à hauteur d'environ 461 K€.

Situation budgétaire agrégée 2019



Budgets VILLE DE SETE	Dépenses	Recettes	Part relative
Budget Principal	107 653 890	107 653 890	92,16%
Budget EAU	3 230 500	3 230 500	2,77%
Budget CENTRE DE FORMATION	1 891 699	1 891 699	1,62%
Budget POMPES FUNEBRES	1 935 046	1 935 046	1,66%
Budget CREMATORIUM	1 725 200	1 725 200	1,48%
Budget PORT DES QUILLES	372 450	372 450	0,32%
TOTAL	116 808 784	116 808 784	100,00%

Principaux indicateurs agrégés (au 31/12N)	
Epargne brute	11 359 687 €
Dette	78 576 718 €
Capacité de désendettement	6,9

Au 31 décembre 2019, la Commune bénéficierait d'une capacité de désendettement de 6,9 années, tous budgets confondus, pour un autofinancement évalué à 11,36 M€ soit une situation financière saine. Le stock de dette serait, pour sa part, de 78,58 M€.

VI. Rapport d'Orientation Budgétaire 2019 – Partie dette

Ce document présente la position synthétique de l'encours de dette de la commune au 1er janvier 2019 et les perspectives pour l'exercice à venir.

Il est bâti dans le respect du décret 2016-841 du 24 juin 2016 qui précise dans son article 1 alinéa 3° que celui-ci doit comporter des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Répartition de l'encours au 1er janvier 2019

La dette de la ville ressort à 81 744 891 € tous budgets confondus au 1er janvier 2019 pour un taux de 2,72% et une durée de vie résiduelle moyenne de 11 ans et 4 mois.

Cet encours intègre la dette liée au Partenariat Public Privé signé avec la société Citelum portant sur la rénovation et la gestion du réseau d'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore et les équipements électriques urbains de la ville. Il s'agit d'un encours de dette par destination en conformité avec les règles de gestion des contrats de partenariat. Il est intégré au budget principal de la ville.

Le tableau ci-dessous présente la répartition de notre encours par taux :

	Encours au 1er janvier	Part en %	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
Taux fixes	61 060 833	74,7%	3,47%	11 ans et 5 mois	58	1A/1B/3E
Taux fixes	32 376 875	39,6%	3,38%	10 ans et 2 mois	52	1A
Taux fixes - PPP	18 890 585	23,1%	3,35%	14 ans et 7 mois	1	1A
Swap fixant	2 475 000	3,0%	1,81%	12 ans et 6 mois	2	1A
Taux fixes alternatifs	7 318 372	9,0%	4,72%	8 ans et 6 mois	3	1B / 3E
Livret A/LEP	530 832	0,6%	2,09%	5 ans et 3 mois	3	1A
Livret A	300 623	0,4%	1,95%	2 ans et 11 mois	1	1A
LEP	230 208	0,3%	2,53%	8 ans et 5 mois	2	1A
Taux monétaires	20 153 227	24,7%	0,46%	11 ans et 1 mois	16	1A
Euribor 12 mois / Euribor 12 mois moyenné	2 661 996	3,3%	0,54%	6 ans et 3 mois	3	1A
Euribor 3 mois / Euribor 3 mois moyenné	11 383 744	13,9%	0,69%	11 ans et 1 mois	8	1A
TMM	4 231 206	5,2%	0,00%	8 ans et 8 mois	4	1A
TAG 12 mois	1 876 280	2,3%	0,00%	21 ans	1	1A
Total	81 744 891	100,0%	2,72%	11 ans et 4 mois	78	

Le portefeuille présente un bon niveau de sécurisation avec 63% de l'encours sur taux fixe et 3% de positions liées à des instruments de couverture contre le risque de taux (swap fixant). Le coût moyen projeté sur le futur budget est de 3,47%.

La commune détient également 3 contrats sur taux fixes alternatifs dont la position est assimilée à de l'encours à taux fixe. Cet encours représente près de 9% de l'encours global.

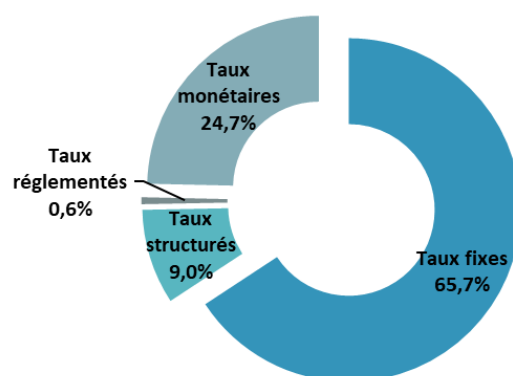
Avec près de 25% de l'encours indexé sur taux variable, la commune profite des taux courts historiquement bas avec un taux actuariel de 0,46% avec un faible risque de progression sur le futur exercice.

Au 1er janvier 2019, l'encours sur Livret A/ LEP ne représente que 0,6% de l'encours global. L'index de référence est stable depuis trois ans. Le taux du Livret A a été gelé à 0,75% par le Gouvernement jusqu'en janvier 2020. Cette décision est favorable pour la ville.

Il est envisagé d'accentuer la partie variable de l'encours dans le cadre du financement des futurs équipements. Il faut noter que les perspectives en matière de taux sont actuellement favorables et que notre commune devrait en tirer avantage aussi bien pour des financements à taux fixe que pour des solutions à taux variables.

Répartition par type de taux

Encours 1er janvier 2019



Position des contrats structurés

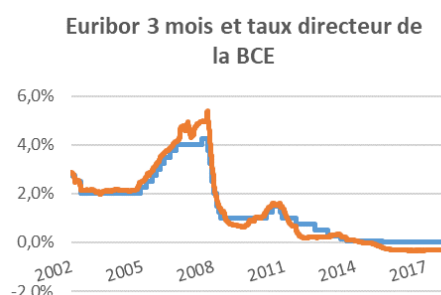
Au 1er janvier 2019, la ville détient trois tirages sur taux fixe alternatif. Cette stratégie implique le paiement d'un taux fixe sous condition d'évolution d'un ou deux index de référence.

- Contrats structurés avec barrière sur index monétaire zone euro :

N° contrat	CRD au 1er janvier 2019	Durée de vie résiduelle	Montage	Typologie GISSLE R	Taux actuariel	Niveau du sous-jacent au 29/10/2018
4390	1 476 788	8 ans et 5 mois	TFA 4,68% si E3M postfixé <=5,5% sinon E3M post +0,05%	1B	4,83%	- 0,317%
4430	1 224 967	9 ans	TFA 5,19% si E3M postfixé <=6% sinon E3M post +0,09%		5,37%	

Le graphique ci-contre présente la courbe de l'Euribor 3 mois (en bleu) et celle du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (en orange) de fin 2002 au 29 octobre 2018.

Actuellement, ces contrats sont bien positionnés par rapport au marché. Les barrières fixées à 5,50% et 6% sont très éloignées du niveau du sous-jacent. L'Euribor

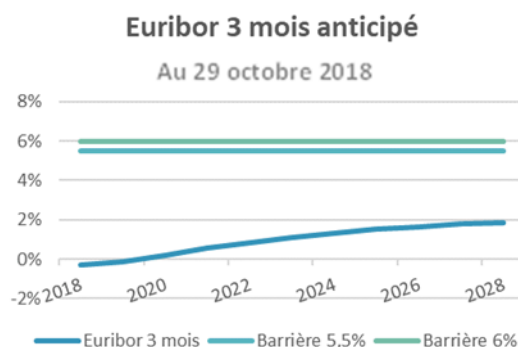


3 mois ressort à -0,317% à la date de rédaction du ROB.

Depuis le début de la position, les barrières des contrats n'ont jamais été franchies. La ville a toujours payé le taux fixe bonifié.

Le graphique ci-contre représente l'évolution de l'Euribor 3 mois telle qu'anticipée par le marché sur les 11 prochaines années. Ils présentent une tendance du marché et non l'avenir.

La zone de risque reste à ce jour très éloignée sur les deux contrats. Cette situation favorable permet de payer le taux fixe « bonifié » sur chacun des contrats.



- Contrat structuré indexé sur l'écart entre des indices de la zone euro.

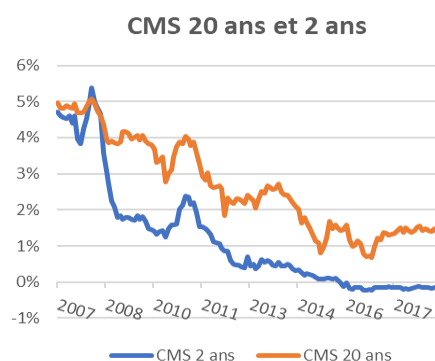
N° contrat	CRD au 1er janvier 2019	Durée de vie résiduelle	Montage	Typologie GISSLE R	Taux actuariel	Niveau du sous-jacent au 29/10/2018
4410-2	5 027 523	8 ans et 6 mois	TFA : 4,39% si (CMS 20-CMS 2) post \geq 0,30% ; sinon 6,96% - 5* (CMS20 - CMS 2)	3E	4,53%	1,58%

Ce contrat est adossé sur une stratégie dite « de pente ». La ville paye un taux bonifié tant que l'écart entre le taux à 20 ans et le taux à 2 ans de la zone euro est supérieur ou égal à 0,30%, c'est-à-dire que la courbe des taux est croissante.

Le graphique ci-contre nous montre la courbe des taux de CMS 20 ans (en orange) et 2 ans (en bleu) depuis le départ de la phase structurée en juillet 2007.

La barrière sur ce contrat a été franchie sur 3 échéances entre fin 2007 et début 2008.

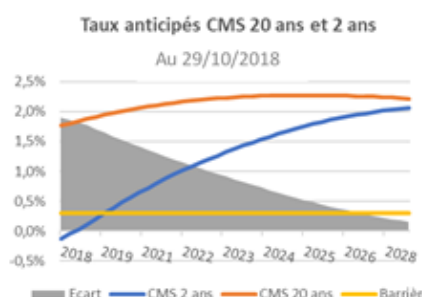
Depuis 2008, la ville paie le taux bonifié de 4,39%.



Le graphique ci-contre nous montre l'évolution des taux anticipés des index CMS 20 ans et CMS 2 ans par le marché au 19 octobre 2018, l'écart et le niveau de la barrière sur les 10 prochaines années.

Les marchés n'anticipent pas de franchissement de la barrière sur les prochains exercices et notamment l'année 2019.

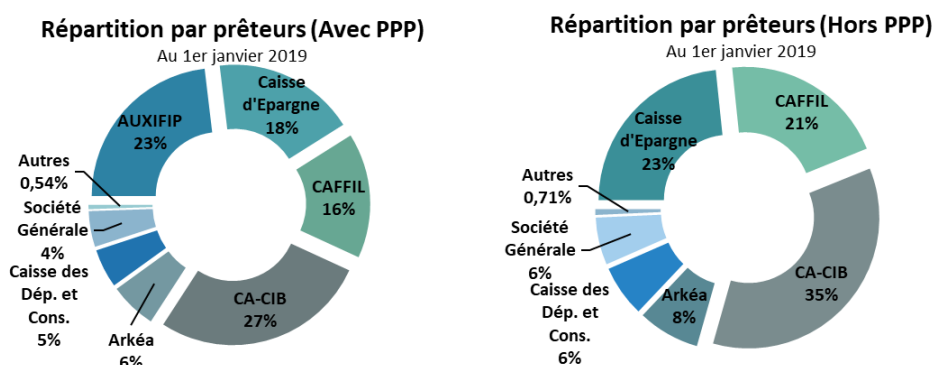
Les taux anticipés ne présentent en rien de la réalité future du marché mais reflètent la tendance observée par le marché. Ils sont issus d'un calcul mathématique à partir de la courbe des taux au comptant (du jour).



Nous ne pouvons exclure la possibilité d'un franchissement de la barrière sur la durée résiduelle mais la position actuelle du marché est bien orientée et la zone de risque reste éloignée. Un réaménagement de ce contrat est exclu car trop coûteux financièrement. Une réflexion sur une constitution de provision pour risque de taux est réalisée et reste le meilleur support pour sécuriser ce contrat.

Répartition de l'encours par prêteurs

La répartition par prêteur permet d'observer si la commune subit un risque de contrepartie. Ce dernier peut être considéré comme atteint si un des partenaires représente un poids trop important dans le portefeuille de dette (au-delà de 60% environ).



L'encours de dette est réparti autour de dix prêteurs. La société AUXIFIP finance uniquement la partie PPP de la ville. Les autres prêteurs qui représentent moins de 1% de l'encours sont l'Agence de l'Eau, la CAF et le Crédit Local de France.

Le Crédit Agricole ressort comme le prêteur dominant avec 35% des enveloppes signées hors PPP suivi de la Caisse d'Epargne avec 23% et de la SFIL (ex Dexia) avec 21%.

L'encours de dette est bien réparti entre les différents prêteurs finançant le secteur public local.

Afin d'élargir le partenariat, nous envisageons de consulter La Banque Postale qui est un nouveau prêteur sur notre secteur afin de profiter des effets liés à la mise en concurrence.

Informations relatives à chacun des budgets

- Budget principal :

	Encours au 1er janvier	Part en %	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
Taux fixes	55 526 495	74,8%	3,47%	11 ans et 7 mois	34	1A/1B/3E
Taux fixes	26 842 537	36,2%	3,36%	10 ans et 2 mois	28	1A
Taux fixes - PPP	18 890 585	25,5%	3,35%	14 ans et 7 mois	1	1A
Swap fixant	2 475 000	3,3%	1,81%	12 ans et 6 mois	2	1A
Taux fixes alternatifs	7 318 372	9,9%	4,72%	8 ans et 6 mois	3	1B / 3E
Livret A/LEP	396 457	0,5%	2,09%	3 ans et 6 mois	2	1A

Livret A	300 623	0,4%	1,95%	2 ans et 11 mois	1	1A
LEP	95 833	0,1%	2,52%	5 ans et 6 mois	1	1A
Taux monétaires	18 276 947	24,6%	0,50%	10 ans et 1 mois	15	1A
Euribor 12 mois / Euribor 12 mois moyenné	2 661 996	3,6%	0,54%	6 ans et 3 mois	3	1A
Euribor 3 mois / Euribor 3 mois moyenné	11 383 744	15,3%	0,67%	11 ans et 2 mois	8	1A
TMM	4 231 206	5,7%	0,00%	8 ans et 8 mois	4	1A
Total	74 199 898	100,0%	2,73%	11 ans et 2 mois	51	

Un emprunt prévisionnel de 4 089 576 € est envisagé dans le cadre de la préparation budgétaire 2019.

En plus du budget principal, la commune dispose de quatre budgets annexes.

- Budget Eau :

Encours au 1er janvier 2019	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
5 907 083	1,92%	14 ans et 11 mois	13	1A

La dette est composée de 66% d'encours à taux fixe et du solde sur taux variable monétaire. Cette répartition permet de bonifier le taux moyen sous un seuil de 2% depuis trois ans. Il n'est pas prévu la mise en place de nouveau prêt sur le prochain exercice.

- Budget Crématorium :

Encours au 1er janvier 2019	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
460 500 €	5,00%	9 ans et 7 mois	5	1A

Ce budget comprend uniquement des contrats à taux fixe pour une durée de vie résiduelle moyenne et un taux moyen devenu élevé avec la baisse des taux d'intérêt.

Un emprunt prévisionnel de 460 500 € est envisagé dans le cadre de la préparation budgétaire 2019.

- Budget Pompes Funèbres :

Encours au 1er janvier 2019	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
812 174	5,03%	9 ans et 4 mois	5	1A

Ce budget comprend uniquement des contrats à taux fixe pour une durée de vie résiduelle moyenne et un taux moyen devenu élevé avec la baisse des taux d'intérêt.

Un emprunt prévisionnel de 197 976 € est envisagé dans le cadre de la préparation budgétaire 2019.

- Budget Port des Quilles :

Encours au 1er janvier 2019	Taux actuariel	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats	Class. Gissler
128 309	4,09%	5 ans et 2 mois	3	1A

Ce budget comprend uniquement des contrats à taux fixe pour une durée de vie résiduelle moyenne et un taux moyen devenu élevé avec la baisse des taux d'intérêt.

Un emprunt prévisionnel de 57 750 € est envisagé dans le cadre de la préparation budgétaire 2019.

Perspectives sur l'exercice 2019

Le projet de budget intègre un programme d'investissement qui devrait s'équilibrer avec de nouveaux concours bancaires.

Nous avons intégré un emprunt prévisionnel tous budgets confondus de 5 033 068 € sur Euribor 3 mois +0,60%.

Cette enveloppe est simulée sur une durée de 20 ans en amortissement trimestriel et linéaire avec une mobilisation des fonds au 30 juin 2019.

Sur ces bases, l'encours de dette projeté au 31 décembre 2019 aurait les caractéristiques suivantes :

- Encours prévisionnel : 78,58 M€
- Taux moyen : 2,56%
- Durée de vie résiduelle moyenne : 11 ans et 1 mois
- Répartition de la dette à taux fixe : 62,4%
- Répartition de la dette à taux fixe alternatif : 8,4%
- Répartition de la dette à taux variable : 29,2%

Cette stratégie offre l'avantage de pouvoir limiter la hausse du coût moyen tout en rallongeant la courbe de remboursement de la dette. L'objectif est de présenter une répartition plus équilibrée de l'encours.

A la date de rédaction de la note, le marché interbancaire de la zone euro présente des perspectives de stabilité des taux sur l'année à venir. Il faut noter que les taux variables sont actuellement en territoire négatif (-0,31% pour l'Euribor 3 mois).

Par ailleurs, les taux fixes sont également bas. Malgré une remontée sur les dernières semaines, nous emprunterons à des niveaux inférieurs que le niveau moyen actuel de la dette à taux fixe.

Cela implique que le projet de budget est construit avec une prise de risque très faible voire nulle pour l'exercice à venir.

La Ville devrait également profiter de la tendance baissière des marges sur les futures consultations par la mise en concurrence des établissements prêteurs.

VI. Les engagements pluriannuels de la Commune (2018-2020)

	Montant total	CP antérieurs	CP 2018	CP 2019	CP 2020
bd JM Grangent	3 224 881,00	764 878,44	0,00	0,00	100 000,00
BOULEVARD JM GRANGENT	3 224 881,00	764 878,44	0,00	0,00	100 000,00
rehab halles centrales	5 428 009,57	5 428 009,57	0,00	0,00	0,00
HALLES CENTRALES	5 428 009,57	5 428 009,57	0,00	0,00	0,00
préemption construction PRQAD	2 796 678,38	1 941 238,69	809 600,00	45 839,69	0,00
CONSTRUCTION PNRQUAD DEPUIS 2016 EN AP	2 796 678,38	1 941 238,69	809 600,00	45 839,69	0,00
travaux voirie	9 926 190,98	5 841 190,98	1 685 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
TRAVAUX VOIRIE	9 926 190,98	5 841 190,98	1 685 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
canot de sauvetage	300 000,00	250 000,00	50 000,00	0,00	0,00
SNCM	300 000,00	250 000,00	50 000,00	0,00	0,00
CPE	4 546 900,00	4 082 840,11	126 137,00	337 922,89	0,00
CPE MIXTE	4 546 900,00	4 082 840,11	126 137,00	337 922,89	0,00
falaises	686 907,00	423 568,68	160 000,00	100 000,00	3 338,32
FALAISES TERRESTRES ET MARITIMES	686 907,00	423 568,68	160 000,00	100 000,00	3 338,32
ouvrages art	820 000,00	32 388,00	237 224,00	550 388,00	0,00
OUVRAGES ART	820 000,00	32 388,00	237 224,00	550 388,00	0,00
restauration parc simone veil	711 651,00	161 650,62	371 000,00	179 000,38	0,00
PARC CHATEAU EAU	711 651,00	161 650,62	371 000,00	179 000,38	0,00
rue chavasse	712 500,00	82 500,00	630 000,00	0,00	0,00
RUES CHAVASSE ET GAMBARD	712 500,00	82 500,00	630 000,00	0,00	0,00
agenda d'accessibilité programmée	6 301 500,00	221 791,87	354 000,00	529 700,00	702 600,00
AGENDA ACCESSIBILITE PROGRAMME	6 301 500,00	221 791,87	354 000,00	529 700,00	702 600,00
Préemption constructions	450 000,00	44 690,32	305 309,68	100 000,00	0,00
PREEMPTION CONSTRUCTIONS	450 000,00	44 690,32	305 309,68	100 000,00	0,00
Façades	251 279,74	49 295,19	100 000,00	101 984,55	0,00
FACADES	251 279,74	49 295,19	100 000,00	101 984,55	0,00
Préemption terrains nus	450 000,00	150 000,00	100 000,00	200 000,00	0,00
PREEMPTION TERRAINS NUS	450 000,00	150 000,00	100 000,00	200 000,00	0,00
Travaux Ecole	1 315 000,00	489 418,79	411 145,66	414 435,55	0,00
TRAVAUX ECOLES	1 315 000,00	489 418,79	411 145,66	414 435,55	0,00
RENOVATION TENNIS CLUB DU BARROU	405 000,00	0,00	200 000,00	205 000,00	0,00
RENOVATION TENNIS CLUB DU BARROU	405 000,00	0,00	200 000,00	205 000,00	0,00
RENOVATION DES CIMETIERES	150 000,00	47 700,19	72 299,81	30 000,00	0,00
RENOVATION DES CIMETIERES	150 000,00	47 700,19	72 299,81	30 000,00	0,00
PONT DU CONSERVATOIRE INTERCOMMUNAL	1 100 000,00	0,00	100 000,00	600 000,00	400 000,00
PONT DU CONSERVATOIRE INTERCOMMUNAL	1 100 000,00	0,00	100 000,00	600 000,00	400 000,00
REQUALIFICATION CORNICHE DE NEUBURG	4 050 000,00	18 817,20	2 000 000,00	2 031 182,80	0,00
REQUALIFICATION CORNICHE DE NEUBURG	4 050 000,00	18 817,20	2 000 000,00	2 031 182,80	0,00
	Montant total	CP antérieurs	CP 2018	CP 2019	CP 2020
PLACE STALINGRAD	2 135 000,00	0,00	35 000,00	550 000,00	1 550 000,00
PLACE STALINGRAD	2 135 000,00	0,00	35 000,00	550 000,00	1 550 000,00
	45 761 497,67	15 827 293,82	7 746 716,15	7 175 453,86	3 955 938,32

VII. Structure et évolution des dépenses de personnel et des effectifs

La gestion des ressources humaines s'exercera toujours dans un cadre budgétaire rigoureux avec l'objectif de limiter l'augmentation de la masse salariale à 1.2%.

Ainsi, l'embauche de nouveaux personnels restera limitée et essentiellement axée sur les compétences régaliennes de la collectivité (sécurité, éducation, entretien du cadre de vie) ou pour des compétences très spécifiques voire enfin dans le but de répondre aux obligations réglementaires (taux d'encadrement ou autre contrainte similaire).

Cela induira la poursuite du travail mené depuis 4 ans et demi quant au redéploiement des effectifs, pour une intervention à périmètre de compétences constant avec des moyens humains ajustés.

Ainsi, au-delà de la seule rigueur budgétaire, l'élaboration du budget 2019 doit tenir compte de l'impact de la poursuite du Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations qui a été décalé d'une année et reprend sur l'année 2019, de l'augmentation mécanique des salaires due au glissement vieillesse technicité et de la variation de l'effectif.

Tenant compte du contexte actuel, la collectivité est amenée à présenter un budget qui devrait être supérieur au compte administratif consolidé de l'année 2018. Les charges de personnel seront particulièrement affectées en 2019 par :

- La mise en œuvre du nouveau dispositif de régime indemnitaire (RIFSEEP),
- la poursuite du PPCR⁸, reporté d'un an et non mis en place en 2018,
- le GVT (glissement vieillesse technicité) des actifs (avancements d'échelon, avancements de grade, réussites concours..), dépenses systématiques et incontournables,
- La hausse des cotisations retraites (programmée jusqu'en 2020).

Le budget prévisionnel total 2019 s'élève à 35 420 000 € (chapitre 012), soit une diminution de 4,46 % par rapport aux prévisions budgétaires 2018 (BP +DM) qui s'explique par :

- un budget réalisé 2018 inférieur de 8,7 % au BP 2018 du fait de la non compensation de la CSG,
- un nombre de départs en retraite plus important que prévu,
- la diminution des effectifs suite au transfert des centres sociaux, au service politique de la ville, au détachement des agents du nettoyage

Pour les années à venir, l'objectif sera de continuer à stabiliser l'évolution des dépenses de personnel. Or, pour limiter l'évolution des dépenses de personnel, la baisse des effectifs constitue le levier principal d'action afin de revenir à des ratios d'effectifs plus conformes à ce que l'on peut constater dans des collectivités de taille et caractéristiques similaires.

Cela sera permis grâce à :

- ✓ la gestion dynamique des ressources humaines (GPEC) ;
- ✓ la pérennisation de la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Sète agglomération méditerranéenne et l'implication dynamique de la ville de Sète et d'autres structures partenaires (CCAS de Sète...),
- ✓ l'optimisation constante de l'organisation des services,

⁸ Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR).

- ✓ le renforcement de la comptabilité analytique sur l'année 2019 pour une identification plus fine des ventilations des dépenses de la collectivité par services.
- ✓ L'évolution de la masse salariale et des effectifs s'inscrit comme suit pour les 3 dernières années :

Années	BP (chapitre 012)	Nombre d'agents au 31/12
2017	36 780 000 € Soit + 1.88 %	1122 Soit + 0.3 % 32 arrivées : 6 mutations, 12 mises en stage, 2 détachements, 13 CDD - 28 Départs : 7 mutations, 14 retraites, 1 démission, 4 fins de CDD
2018	38 374 320 € Soit + 4.12 %	Projections 2018 : 1130 Soit + 0.71 % - 11 recrutements - 14 mises en stage - 17 départs en retraite
2019	35 420 000 € Soit - 7.70 %	Projections 2019 : 1049 Soit - 6.51 % - 4 recrutements - 16 mises en stage - 10 départs en retraite

La stabilisation des dépenses de personnel constitue un enjeu fort pour la ville s'agissant de garantir ses capacités financières.

Du fait de la hausse constante des cotisations, et notamment de la progression des cotisations retraites ainsi que de l'augmentation liée à la structure des salaires⁹, la collectivité se doit de poursuivre son questionnement quant aux recherches systématiques d'optimisation de son mode de fonctionnement :

- Evolution de l'organigramme pour favoriser la transversalité,
- Impulsion d'une dynamique forte de mutualisation avec l'ensemble des partenaires demandeurs, pour réduire ou optimiser les dépenses de fonctionnement,
- Réflexion sur de nouveaux partenariats ou modes de collaboration avec l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels du territoire pour limiter les doublons et favoriser l'émergence de pôles d'expertise.

Dans ce cadre, une attention toute particulière est portée sur la gestion des ressources humaines, dans le but de consolider la situation des agents qui sont le socle d'un service public préservé, rénové et de qualité. Abordé sous l'angle de l'équité et de la solidarité, le budget 2019 consolide la politique salariale (valorisation statutaire et de l'engagement professionnel des agents, via une gestion individualisée des carrières et du régime indemnitaire) et sociale (budget d'action sociale développé) portée par la ville.

⁹ La part traitement des salaires bénéficient d'une évolution positive dans le temps en vertu du principe de « droit à carrière » des fonctionnaires.

VIII. Régime de travail

DISPOSITIONS APPLICABLES AU 1er JANVIER 2019 :

TEMPS DE TRAVAIL 2019 :

Jours dans l'année 2018 : 365 jours
 Jours ouvrés 2018 : 251 jours
 Jours de week-end : 104 jours
 Jours travaillés : 226 jours (251J – 25J de Congés annuels)
 Temps de travail annualisé : 1607 heures
 (226J x 7h arrondies à 1600 + 7h de solidarité)

REGIMES DE TEMPS DE TRAVAIL EN SYNTHESE

Temps de travail 2019 par cycles :

Cycle	Droits à Congés	Congés fractionnés	RTT	Nombre de jours de présence
Formule 1 : Annualisé/ variable	Non concerné (base 25J)	1 jour si 5, 6 ou 7 jours posés hors période du 01/05 au 31/10	Non concerné (temps de repos selon annualisation)	Non concerné Temps de travail* : 1.593h Rapporté à 1.572h avec les 3J sup.
Formule 2 de base : 36h/5J	25 J	2 jours si 8 jours ou + posés hors période du 01/05 au 31/10	6 J	216 J
Formule 3 : 37h/5J	25 J		12 J	210 J

* 1600 – (2J de fractionnement + 3J exceptionnels) + 7h de solidarité

Congés supplémentaires :

- 3 jours de congés exceptionnels

TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Rappel : le temps de travail effectif est le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Sont inclus dans le temps de travail :

Le temps d'habillage et de déshabillage lorsque le port de vêtements de travail est imposé pour des raisons d'obligations professionnelles ; Le temps de douche lorsque la prise d'une douche sur le lieu de travail est imposée pour des raisons d'hygiène ; Les déplacements entre plusieurs lieux de travail pendant l'horaire de travail ; La formation professionnelle ; Les autorisations et décharges d'activité syndicales, les heures de délégation des représentants du personnel ; Les visites auprès du service de médecine du travail et les examens médicaux demandés par l'administration.

Sont exclus du temps de travail :

- La pause-déjeuner,
- Le temps de transport entre le domicile et le lieu de travail (y compris le lieu de formation, de mission, de chantier).

REGIME DES AUTORISATIONS D'ABSENCES

Personne concernée/Lien de parenté	Congé naissance et Paternité	Mariage et PACS	Maladie enfant moins de 16 ans	Maladie très grave /Hospitalisation	Décès
Agent	3 Jours sous 15 jours de l'événement + 11 jours (réglementaire)	5 Jours	Durée des obligations hebdomadaires + 1 Jour (x 2 si conjoint n'en bénéficie pas) / proratisé à TNC et TP		
Conjoint (marié ou pacsé)				5 jours	5 jours
Enfant		3 jours		5 jours	5 jours
Parents (père, mère)		3 jours		5 jours	5 jours
Autres ascendants ou descendants (grands parents et petits enfants)		1 jour		1 jour	1 jour
Frère, soeur		1 jour		1 jour	1 jour

Oncle, tante, neveu, nièce		1 jour		1 jour	1 jour
Beaux parents		1 jour		1 jour	1 jour

Autres autorisations d'absence	
Concours / examen (1/an)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Jour de révision pour l'écrit (admission) - 2 Jours de révision pour l'oral (admissibilité) - Jour(s) de(s) épreuve(s) Examen et concours
Rentrée scolaire	1h le jour de rentrée jusqu'à la 6ème

IX. Action sociale

Action sociale mise en œuvre à la Ville de Sète

<p>La protection sociale complémentaire</p>	<p>Contrats de droit public</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les contrats labellisés - Souscrits au titre du risque « santé », ou « prévoyance », ou les deux - Dans la limite des montants de contributions réellement payées - Sur production d'un justificatif de dépenses annuelles - Montant mensuel brut versé suivant l'indice majoré de rémunération de l'agent : <ul style="list-style-type: none"> o IM < 372 : 25 € o IM entre 372 et 534 : 10 € o IM > 534 : 5 € <p>Contrats de droit privé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation de la collectivité au titre de la complémentaire santé obligatoire à hauteur de 50 % de la cotisation de l'agent
<p>Œuvres sociales</p>	<p>Adhésion au Comité des Œuvres Sociales (5€/an de cotisation/agent)</p> <ul style="list-style-type: none"> o Accès à des prestations locales : billetterie, réductions, sorties, voyages, arbres de Noël... o Correspondants à disposition pour les agents
<p>Bon d'achat</p>	<p>75 € nets attribués en novembre, à utiliser auprès des commerces Sétôis.</p> <p>Les critères d'attribution du bon d'achat de fin d'année sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'agent titulaire ou non titulaire doit être en fonction et justifier d'au moins un an d'ancienneté dans l'établissement au 1er novembre de l'année en cours. - le traitement net mensuel doit être inférieur à 2500 euros, déduction faite des heures supplémentaires, du supplément familial et réintégration des prélèvements facultatifs type mutuelle.
<p>Prestations d'action sociale dites « PIM »/ aides à la famille</p>	<p>Attribuées aux agents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - titulaires ou contractuels - ayant des enfants à charge (au sens du code des prestations sociales) - dont l'indice de rémunération est inférieur à l'IB 579 (soit l'IM 488) - selon un barème national

X. Objectif en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la Commune

La loi de programmation des finances publiques prévoit que les collectivités territoriales concourront à ces efforts à due proportion de la part des administrations publiques locales dans la dépense publique globale.

En conséquence, l'article 13 de la loi de programmation fixe l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités locales et de leurs EPCI (ODEDEL) des cinq prochaines années à 1,2% par an. La commune ayant contracté sur la période 2018-2020, sont présentés à l'occasion du débat d'orientation budgétaire les trois principaux indicateurs. Précisons que les efforts financiers réalisés sur la période 2014-2016 permettent de relever le seuil à 1,35 %.

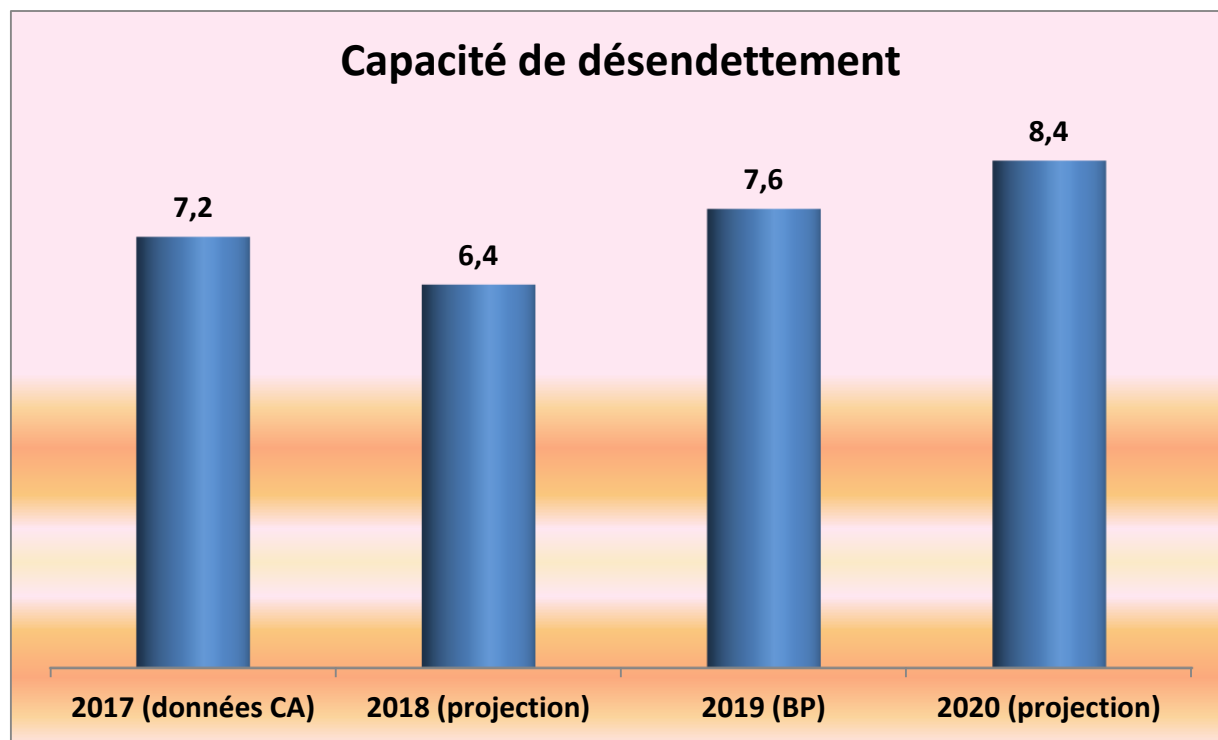
Objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement (budget principal)

Trajectoire prospective des dépenses de	2017	2018	2019	2020
Évolution annuelle contractualisée en %		1,35%	1,35%	1,35%
Dépenses réelles cibles de fonctionnement (€)	71 711 094	72 679 193	73 660 362	74 654 777
Dépenses réelles de fonctionnement (€)	71 711 094	70 396 730	73 660 362	74 654 777
Recettes réelles de fonctionnement	83 183 002	82 711 925	82 984 740	82 877 204
Pénalité maximum		1 654 238	1 659 695	1 657 544
Seuil dépenses à ne pas dépasser Hyp 1,35 %		72 679 193	73 660 362	74 654 777
Ecart objectif		-2 282 463	0	0
reprise financière avant barrière		0	0	0
Pénalité		0	0	0

Objectif d'évolution du besoin de financement (budget principal)

Trajectoire rétrospective/prospective du besoin de financement	2017	2018	2019	2020
(1) Nouveaux emprunts (€)	0	0	4 089 576	6 750 000
(2) Remboursements (€)	7 925 495	7 756 481	7 356 404	7 528 818
Besoin de financement actualisé (1-2) en €	-7 925 495	-7 756 481	-3 266 828	-778 818

Capacité de désendettement (budget principal)



Pour 2019 et 2020, la commune poursuivra cet objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement (1,35 %) et de baisse du taux applicable à la taxe sur le foncier bâti. D'autre part, celle-ci continuera à se désendetter, les flux relatifs au stock de dette étant négatifs (le remboursement de la dette communale est supérieur au montant des nouveaux emprunts).

Enfin, sa capacité de désendettement devrait se situer à 7,6 années en 2019 et 8,2 années en 2020 soit un niveau inférieur au seuil des 12 années (seuil d'alerte), indicateur probant de la bonne santé financière de la Commune.

**Objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement
(Budgets principal + budgets annexes)**

Période	2019	2020
Dépenses de Fonctionnement	1,35%	1,35%
Emprunt nouveau	5 033 068	7 000 000
Remboursement du Capital	8 033 830	8 206 244
Besoin de financement	-3 000 762	-1 206 244

Tous budgets confondus, l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement est fixé à 1,35 % étant précisé que les budgets annexes sont financés par les usagers du service et non par la fiscalité, laquelle est la ressource principale pour le budget principal. Le besoin de financement sur la période 2019-2020 devrait être négatif, impliquant dès lors que la commune continuera de se désendetter sur l'intervalle.

